

soft.computing

Soft Computing

Rapport Financier Semestriel

1ER JANVIER AU 30 JUIN 2009

SOMMAIRE

A - Comptes intermédiaires condensés au 30 juin 2009

I - Bilan.....	Page 4
II - Compte de résultat.....	Page 6
III - Tableau de flux de trésorerie.....	Page 7
IV - Variation des capitaux propres.....	Page 8
V - Annexe.....	Page 9

B - Rapport semestriel d'activité.....	Page 20
---	----------------

C - Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	Page 22
--	----------------

D - Rapport des commissaires aux comptes.....	Page 24
--	----------------



A - Comptes condensés au 30 juin 2009

I - Bilan

BILAN ACTIF	30/06/2009			31/12/2008
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
	en KEUR			
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101	88	13	20
Concession, brevets et droits similaires	60	60		13
Fonds commercial	8 757	593	8 164	8 164
Autres immobilisation incorporelles	64	61	3	
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles	1	1		
Autres immobilisations corporelles	1 655	997	658	715
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres de participations				
Prêts	9		9	9
Autres immobilisations financières	826		826	222
Total I				
Avances et acomptes versés sur commandes	130		130	143
Créances				
Clients et comptes rattachés	9 829	222	9 606	10 934
Autres créances	1 775		1 775	654
Valeurs mobilières de placement				
Autres titres	3 751		3 751	3 411
Disponibilités	925		925	1 160
Charges constatées d'avance	336		336	301
Total II				

BILAN PASSIF	30/06/2009	31/12/2008
	en KEUR	
Capitaux propres		
Capital	591	591
Prime d'émission, de fusion, d'apport	9 117	9 117
Réserve légale	86	86
Réserve réglementée		1 360
Autres réserves		
Report à nouveau	4 515	1 839
Résultat	643	1 316
Total I		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	645	310
Total II		
Dettes		
Emprunts et dettes financières	1	3
Emprunts et dettes financières divers	301	241
Fournisseurs et comptes rattachés	2 410	2 494
Dettes fiscales et sociales	6 608	7 392
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	119	230
Produits constatés d'avance	1 160	764
Total III		

II - Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
en KEUR			
Chiffre d'affaires	17 687	18 423	36 705
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		12	12
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	47	232	429
Autres produits			
Total produits d'exploitation			
Achats de marchandises			
Autres achats et charges externes	4 126	4 302	8 190
Impôts, taxes et versements assimilés	546	522	1 092
Salaires et traitements	8 580	8 544	16 869
Charges sociales	4 370	4 425	8 718
Dotations aux amortissements des immobilisations	94	230	533
Dotations aux provisions sur actif circulant	35	95	106
Dotations aux provisions pour risques et charges	87	18	19
Autres charges			
Total charges d'exploitation			
Produits financiers de participations			
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions et transfert de charges	1		20
Différence positive de change			
Produits nets sur cessions de VMP	25	39	96
Total produits financiers			
Dotations aux provisions		126	127
Intérêts et charges assimilées	3	3	4
Différence négative de change			1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			88
Total charges financières			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8	205	208
Produits exceptionnels sur opérations en capital			3
Reprise prov. Pour risques & charges except.	98	2	2
Total produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	271	18	79
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			3
Autres Charges exceptionnelles			
Dotations aux amortissements et aux provisions	257	200	
Total charges exceptionnelles			
Participation des salariés aux résultats			
Impôt sur les bénéfices	-1 147	137	331

III - Tableau de Flux de Trésorerie

(En K€)	30/06/2009	31/12/2008
Résultat net	643	1 316
Dotations nettes aux amortissements et provisions	429	565
Plus et moins values de cession		
Marge brute d'autofinancement	1 072	1 881
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	748	1 615
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation	-1 147	
Acquisitions d'immobilisations	-632	-206
Cessions d'immobilisations	6	3
Réduction de capital		-433
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Encaissements d'emprunts	60	
Remboursements d'emprunts		
Incidence des variations de taux de change		
Trésorerie à l'ouverture	4 567	1 706
Trésorerie à la clôture	4 675	4 567

IV - Tableau de variation des Capitaux Propres

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux Propres
Affectation du résultat 2007			115	-123	8	
Réduction de capital	-57	-773				-830
Résultat au 31/12/2008					1 316	1 316
Affectation du résultat 2008			-1 360	2 676	-1 316	
Résultat au 30/06/2009					643	643

V - Annexe

PRESENTATION DU GROUPE

La société SOFT COMPUTING SA a son siège social au 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS et son numéro SIRET est 330 076 159 000 53.

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 22 septembre 2009.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 juin 2009 dont le total s'élève à 26 197 151 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégagant un résultat courant de - 82 737 euros et un bénéfice net de de 643 246 euros.

La période intermédiaire a une durée de six mois, recouvrant la période du 01/01/2009 au 30/06/2009.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes semestriels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Une transmission universelle du patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING MEDIA en faveur de SOFT COMPUTING a été réalisée à effet au 1^{er} janvier 2009.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires résumés de la société SOFT COMPUTING ont été préparés conformément à la recommandation 99-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Du fait de la réalisation de la transmission universelle du patrimoine de la filiale SOFT COMPUTING MEDIA les comptes du premier semestre 2009 sont des comptes individuels en principes français qui ne sont pas comparables avec les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2008 publiés par la société.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au titre des comptes individuels au 31 décembre 2008.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ESTIMATION DE LA DIRECTION

L'établissement de comptes intermédiaires, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses ayant une incidence sur l'information financière, le bilan et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours du semestre.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces informations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des comptes intermédiaires portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

. Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.
- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.
- Les fonds de commerce et les autres actifs incorporels assimilés sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation lorsque leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations et agencements	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel informatique	1 à 3 ans
- Mobilier	7 à 10 ans

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. Suivi des fonds de commerce et des titres de participation

Chaque année la valeur actuelle des fonds de commerce et des titres de participation est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce ou des titres de participation est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 30 juin 2009, le calcul de la valeur actuelle n'a pas conduit à constater de dépréciation exceptionnelle sur les fonds de commerce.

. Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation.

Les engagements en matière de départ en retraite des salariés s'élèvent à 346 K€ au 30/06/2009. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

NOTES RELATIVES AUX PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (en K€)

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

en Keuros	Val. Brute au début de l'exercice	Fusion SCM	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101					101
Fonds de commerce Statilogie	1 081					1 081
Mali de fusion	7 677					7 677
Autres Immo. incorporelles	160		2		-38	124
Immob. Corporelles (1)	1 606	5	20	13	38	1 656
Immob. Financières (2)	899	-668	610	6		834
TOTAL GENERAL	11 523	-664	632	19		11 472
(1) dont aménagements des constructions						
agencements installations	604			1		603
informatique	646	5		13	38	676
Mobillier	356		20			376
Immobilisations en cours						
	1 606	5	20	13		1 656
(2) dont entreprises liées:						
Titres Soft Computing Média	668	-668				
Actions propres en voie d'annulation	6		609			615
Prêt au personnel	9					9
et dont dépôts et cautionnements	217		1	6		211
	899	-668	610	6		834

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en Keuros	Montants au début de l'exercice	Fusion SCM	Augmenta - tions	Diminu - tions	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	81		7		88
Autres Immo. incorporelles	740		11		752
Immob. Corporelles (1)	891	5	77	13	959
TOTAL GENERAL	1 713	5	94	13	1 799
(1) dont aménagements constructions					
agencement des installations	101		30		130
informatique	557	5	31	13	580
transport					
Mobillier	234		16		249
	891	5	77	13	959

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. L'amortissement de la période s'élève à 3 K€.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. L'amortissement de l'exercice s'élève à 4 K€.

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€. L'amortissement de la période s'élève à 35 K€ en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en Keuros	Montants au début de l'exercice	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Fusion SCM	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges						
Risques sur stocks options	1					1
Autres provisions pour risques et charges	71	343	9			405
Risque URSAFF	238					238
Provisions dépréciation :						
Dépréciation des titres (SC Média)	668				-668	
Créances clients	224	35	23		-14	222
Comptes courants d'associés	71				-71	
Actions propres						
Valeur Mobilières de placement	1		1			
Total provisions	1 274	379	32		-753	867
Dont dotations et reprises :						
d'exploitation		122	32			
financières			1			
exceptionnelles		257			-85	

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 30 juin 2009 est constitué de provisions pour risques salariaux pour 137 k€ et d'une provision pour licenciements pour un montant de 257 k€.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

Keuros	Montants bruts 30 juin 2009	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts au 31 décembre 2008
Avances et acomptes	130	130			143
Clients et comptes rattachés	9 829	9 829			11 158
Personnel	75	75			94
Etat, impôts sur bénéfices					
Autres impôts et assimilés (1)	1 585	1 585			379
Comptes courants groupe					71
Autres créances	115	115			180
Charges constatées d'avance	336	336			301
Total	12 070	12 070			12 326

(1) dont crédit d'impôt recherche 2008 1 147 k€

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

Keuros	Montants bruts 30 juin 2009	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts au 31 décembre 2008
Emprunts et dettes Ets crédit	1	1			3
Avances conditionnées	300	300			240
Comptes courants groupe et associé	1	1			1
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 410	2 410			2 494
Dettes sociales	4 151	4 151			4 164
Autres impôts et assimilés	2 458	2 458			3 228
Produits constatés d'avance	1 160	1 160			764
Autres dettes	119	119			230
Total	10 600	10 600			11 124

NOTE 7 – DIFFERENCES D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO pour une valeur de 3741 K€. Leur valeur liquidative au 30 juin 2009 est de 3741 K€.

Il a été procédé à une opération de rachat puis de souscription le dernier jour du semestre ; il n'existe donc aucune plus-value latente.

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s'élève à 10 K€ correspondent à l'achat par SOFT COMPUTING de 4 272 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate.

Par ailleurs, la société détient 202 262 actions en vue de les annuler. Celles-ci ont été comptabilisées en compte "277200 - Actions propres en voie d'annulation".

	30/06/2009	31/12/2008
Quantité détenue (hors contrat de liquidité)	202 262	2 622
Prix d'acquisition moyen	3.04	2.12 €
Montant	614 694 €	5 547 €
Frais de courtage	3 059	3 803

Le cours moyen du mois de juin 2009 de l'action est de 2.78 € contre un prix moyen d'achat de 3.04 € qui aurait généré une provision de 53 k€.

NOTE 8 – STOCKS OPTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 février 2002 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce premier plan, le Conseil d'Administration a attribué trois tranches, dont la première est expirée :

Le 1^{er} avril 2003, le Conseil d'Administration a attribué une seconde tranche de 34 675 options au prix d'achat des actions de 4,59 €. Une partie de ces options a été exercée au cours de l'exercice 2007. 11 250 actions restent exerçables à ce jour.

Le 10 février 2004, le Conseil d'administration a attribué une troisième tranche de 354 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. L'ensemble de ces actions a été annulé.

Le Conseil d'Administration a attribué toutes les options de ce premier plan.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d'Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 €. 20 111 actions restent exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d'Administration a attribué 40 821 options au prix d'achat des actions de 4,69 €. 19 925 actions restent exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d'Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 €. 45 000 actions restent exerçables à ce jour.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d'Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d'Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 €. 130 000 actions restent exerçables à ce jour.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mai 2008 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat ou de souscription d'actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce quatrième plan, aucune tranche n'a été attribuée à ce jour :

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

Le calcul du résultat dilué par action n'inclut pas les actions qui seraient émises en cas de levée d'option de souscription et d'achat, le cours étant inférieur aux prix de levée d'option de l'ensemble des plans.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en Keuros)	30/06/2009	31/12/2008
Clients et comptes rattachés	1 385	783
Autres créances	62	128
Total	1 446	911

Charges à payer (en Keuros)	30/06/2009	31/12/2008
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	949	1 041
Dettes fiscales et sociales	3 091	2 265
Total	4 041	3 310

NOTE 10 – COMPTE DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en Keuros)	30/06/2009	31/12/2008
Produits d'exploitation	1 160	764
Total	1 160	764

Charges constatées d'avance (en Keuros)	30/06/2009	31/12/2008
Charges d'exploitation	336	301
Total	336	301

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	2 955 948			2 955 948

NOTE 12 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2009	31/12/2008
Cadres	334	333
Agents de maîtrise et techniciens	0	0
Employés	29	29
Total	363	362

NOTE 13 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Chiffre d'affaires est essentiellement réalisé en France :

	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Banque assurance:	45%	51%	51%
Distribution/VPC :	18%	15%	15%
Industrie :	12%	10%	11%
Télécoms :	10%	13%	10%
Services :	10%	6%	8%
Transport et tourisme :	5%	5%	5%

NOTE 14 – CHARGES ET PRODUITS

Le résultat financier s'élève à :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	25	39	96
Reprise de provisions financières	1		20
Escomptes accordés	-3	-3	-4
Moins value sur cession de VMP			-88
Dotations aux provisions financières		-126	-127
Résultat financier	23	-90	-104

NOTE 15 – CHARGES ET PRODUITS

Le résultat exceptionnel est composé de :

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
autres charges et produits exceptionnels de gestion (1)	-263	187	129
dotations aux provisions exceptionnelles (3)	-257	-200	
reprise de provisions exceptionnelles (2)	98	2	2
Résultat exceptionnel	-421	-11	131

(1) dont 115 k€ correspondant au mali technique lié à la transmission universelle du patrimoine de SOFT COMPUTING MEDIA vers SOFT COMPUTING, dont 142 k€ d'indemnités transactionnelles.

(2) dont 98 k€ de reprise de provision sur les actifs circulants lié à la transmission universelle du patrimoine de SOFT COMPUTING MEDIA vers SOFT COMPUTING.

(3) Provision pour licenciements.

NOTE 16 – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIES

Les rémunérations allouées au 30 juin 2009 aux dirigeants de la société, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 414 k€ et concernent 6 personnes au total.

Au 30 juin 2008 ces rémunérations s'élevaient à 386 K€ et concernaient 6 personnes.

Au 31 décembre 2008 ces rémunérations s'élevaient à 766 K€ et concernaient 6 personnes.

NOTE 17 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Valeur nette d'inventaire en k€
Soft Computing (actions propres)	4 272.00	10
Monevalor (Société Générale)	425.81	2 534
Tresocic	18.72	1 207

NOTE 18 – ENGAGEMENT HORS BILAN

Engagements donnés

30/06/2009 31/12/2008

- Indemnités de départ à la retraite 346 346

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Dans le cadre du bail des locaux quai de Grenelle, une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE - SEMPARISEINE à hauteur de 195 000 €.

NOTE 19 – VARIATIONS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Montants en K Euros	30/06/2009	31/12/2008	31/12/2007
Clients et comptes rattachés	9 606	10 934	8 287
Autres actifs	2 241	1 097	1 727
Fournisseurs et comptes rattachés	-2 410	-2 494	-2 221
Autres passifs	-7 888	-8 386	-5 027
Besoin en fonds de roulement	1 549	1 151	2 766
Régularisations			
Variation du besoin en fonds de roulement initial	-399	1 615	

NOTE 20 – FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque n'ont pas évolué au cours du premier semestre 2009, ceux-ci figurent dans le rapport financier annuel de l'exercice 2008.



B - Rapport semestriel d'activité

Rapport semestriel d'activité

SOCIETE

Chiffre d'affaires en baisse de 3,9 %

Soft Computing affiche un chiffre d'affaires de 17,7 millions d'euros pour le premier semestre 2009, ce qui représente une baisse de 3,9 % comparé au premier semestre 2008. Suite à une progression de 2,7% sur le premier trimestre, le second trimestre accuse une baisse de 10.3 % liée à un mois de mai particulièrement court et à un marché plus difficile.

L'activité est contrastée par pôle, avec le pôle Marketing Services qui réalise une progression de 4.8 % grâce à de belles signatures avec des grands comptes, en particulier sur des contrats récurrents. Le pôle Technologie subit de son côté le ralentissement économique du deuxième trimestre, tout en gardant un fort dynamisme sur le segment de la Business Intelligence et du CRM. Le pôle Conseil (environ 10% de l'activité) subit pour sa part une forte chute d'activité au deuxième trimestre qui s'explique par des décalages ou annulations de projets liés à la crise.

Perte d'exploitation de 0,1 M€

En raison de l'activité tendue du deuxième trimestre, le résultat d'exploitation du premier semestre 2009 affiche une perte de 106 K€, comparé à un bénéfice de 530 K€ au premier semestre 2008.

Le résultat net avant impôts 2009 est une perte de 504 K€, contre un bénéfice net avant impôt de 430 K€ l'année précédente. Le fort ralentissement du second trimestre a entraîné des charges exceptionnelles de restructuration.

Le résultat net après impôts 2009 est positif de 643 K€, grâce à un remboursement d'impôt négatif de 1 147 K€, Soft Computing bénéficiant d'une régularisation du Crédit d'Impôt Recherche 2008 qui n'avait pu être comptabilisé en 2008 en raison d'une décision tardive de mise en œuvre.

Pour comparaison, le résultat net après impôts 2008 affichait un bénéfice de 293 K€.

Trésorerie de 4,7 M€

La trésorerie (4,7 M€) reste stable par rapport au 31 décembre 2008 (4,6 M€).

Les dettes financières sont négligeables et stables à 0,3 M€ et la société n'a pas recours à l'affacturage.

Perspectives

La baisse du Chiffre d'Affaires du deuxième trimestre marque l'entrée de Soft Computing dans la crise qu'elle avait anticipée depuis septembre 2008 par la mise en œuvre de mesures précoces (réorganisation, plan d'économie, maîtrise de la masse salariale, maîtrise du cash). Nous considérons aujourd'hui que la conjoncture du deuxième trimestre perdurera sur les prochains trimestres, et que nous devons nous adapter à cette situation dictée par nos clients.



C - Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société , et que le rapport semestriel d'activité [ci-joint / figurant en page 20] présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



D - Rapport des Commissaires aux Comptes

Rapport des Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

21, rue Leriche
75015 PARIS

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International
100, rue de Courcelles
75017 PARIS

SOFT COMPUTING
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **SOFT COMPUTING**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

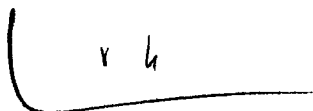
Fait à Paris, le 22 septembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT


Benoît GRENIER

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International


Jean-Pierre CORDIER

SEREC AUDIT

21, rue Leriche
75015 PARIS

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International
100, rue de Courcelles
75017 PARIS

SOFT COMPUTING
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société **SOFT COMPUTING**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

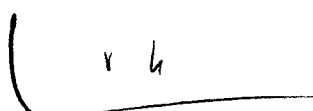
Fait à Paris, le 22 septembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT


Benoît GRENIER

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International


Jean-Pierre CORDIER